

« Apporter la preuve par l'image, montrer les choses »

Philippe Rochot • Grand Reporter



Philippe Rochot, grand reporter de télévision, a couvert les événements majeurs de notre histoire contemporaine : le conflit du Proche-Orient, la révolution iranienne, la guerre d'Afghanistan, l'Afrique en mouvement, mais aussi la chute du mur de Berlin et la montée en puissance de la Chine où il a été correspondant durant six ans. Sa passion première est pourtant restée la photographie, son « carnet de notes » comme il dit, qui lui permet d'éterniser l'instant. De l'Arabie des années 1970 à l'Asie actuelle en passant par l'Afrique, il aime réaliser des photos très humaines, mais aussi des portraits et des « clin d'œil » sur les sociétés rencontrées.

Afghanistan, Kaboul, 1996. Les Talibans encerclent la capitale afghane après plusieurs mois d'un affrontement entre différentes tribus qui a fait plusieurs milliers de morts et dévasté plusieurs quartiers de la ville.



Afghanistan, octobre 2001. Les attentats du 11 septembre entraînent les représailles de l'armée américaine sur le fief de Tora Bora où se sont repliés les combattants d'Al Qaeda. Les civils fuient vers la zone tribale entre le Pakistan et l'Afghanistan.

Quand on arrive à résumer un conflit en une seule image symbolique, alors c'est formidable car elle aura valeur d'éternité. D'un événement majeur, on va retenir une photo, pas une séquence filmée. La colonne de blindés à Tiananmen, la petite Kim brûlée au napalm durant la guerre du Vietnam ; toutes ces situations ont été filmées, mais on en retient surtout une image fixe. L'image filmée ou vidéo s'épuise avec le temps, pas la photo. Par exemple, de l'Afghanistan, je garde cette image de deux enfants des rues perdus dans les ruines de Kaboul que j'ai réalisée en marge d'un reportage pour « Envoyé spécial ». Mais je n'ai pas gardé le reportage en vidéo...

Alternatives Humanitaires : *Journaliste de radio et de télévision avant tout, vous avez pourtant toujours emporté votre appareil photo avec vous : quel « plus » vous semble apporter la photographie ?*

Philippe Rochot : La photographie est ma passion première. À l'origine, je me destinais au photoreportage. Je voulais faire du « texte-photos » pour des hebdomadaires sur la guerre du Vietnam qui faisait la Une de notre actualité quand j'étais à l'école de journalisme de Lille. Ce qui me plaît, c'est d'apporter la preuve par l'image, montrer les choses. J'ai gardé la passion de l'image fixe, même après trente-cinq ans comme reporter de télé. J'ai toujours pris avec moi un appareil photo pour éterniser l'instant, faire ma propre image, avec mon propre regard et ne pas me contenter de l'image que réalise mon caméraman, même si elle est très bonne.



Iran, 1983. Camp de prisonniers irakiens durant la guerre Irak-Iran, à qui l'on a remis des portraits de Khomeiny pour montrer au monde qu'ils s'étaient ralliés à la cause des ayatollahs.



Tchad, Ati, 1983. L'intervention des rebelles toubous (conduits par Goukouni Weddeye, qui veut prendre le pouvoir) les amène à descendre vers la capitale N'Djamena et entraîne l'exode de milliers de réfugiés.

ou non, chacun y met sa personnalité, ses sympathies, sa sensibilité.

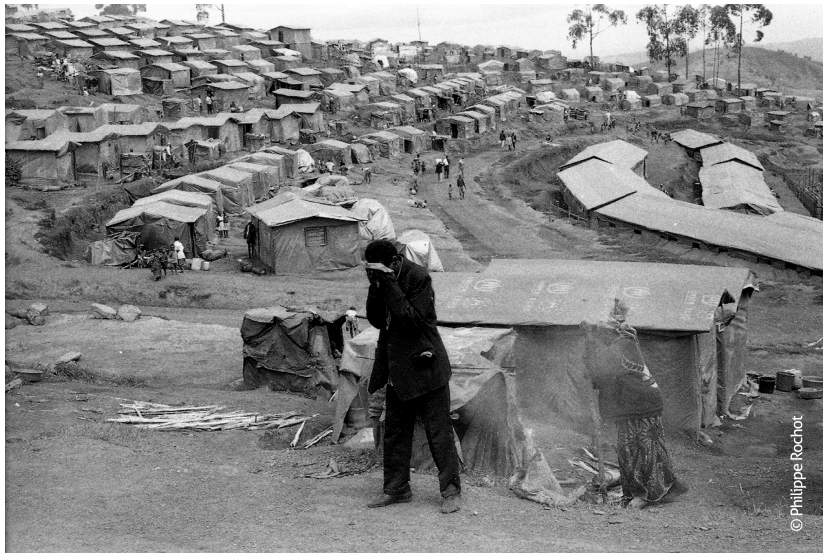
A.H. : Dans beaucoup de vos photos, on remarque une attention particulière aux gens, aux victimes, aux populations : est-ce aussi ce que vous voulez présenter, un supplément d'âme aux reportages souvent centrés sur les faits et les analyses politiques ?

P.R. : Je ne conçois pas d'images sans qu'on y voie un être humain. C'est à travers l'homme que l'événement prend toute sa dimension ; c'est sa présence qui apporte l'émotion, la colère, la révolte, la compassion, la dignité aussi. On le voit à travers toutes mes scènes d'exode au Rwanda, ou au Tchad.

Ça n'est donc pas un supplément d'âme donné à la photo, c'est l'âme même d'une image. Je ne fais pas non plus d'analyse politique dans mes reportages ; je présente des faits, des situations, des événements et surtout les hommes qui font cet événement. Je laisse ensuite au lecteur ou au téléspectateur le soin d'analyser lui-même la situation, mais il est certain que mes choix ne sont pas neutres. Aucun reportage n'est neutre car, volontairement



Rwanda, 1996. Deux ans après le génocide qui a fait 800 000 morts, les réfugiés hutus qui s'étaient repliés au Congo pour fuir les représailles et la prise du pouvoir par le Front patriotique rwandais (FPR) à majorité tutsi, reviennent au pays.



Rwanda 1996. Après deux années d'exil aux frontières du Congo, les réfugiés rwandais sont appelés à rentrer chez eux, mais dans l'incertitude la plus totale.

P.R. : Absolument pas. L'humanitaire tout comme le journalisme ont leurs limites. Je me disais au début de ma carrière : « Grâce aux moyens modernes de communication, les génocides ne seront plus possibles. Quand pareil événement s'annoncera, on pourra toujours le dénoncer et intervenir. » Je me suis trompé. Nous avons eu le Cambodge, puis le Rwanda en cette deuxième moitié du xx^e siècle. Pourtant, les journalistes et les humanitaires ont fait ce qu'ils ont pu, avec beaucoup de courage, dans un élan sincère. Mais les forces du mal ont dépassé leur volonté et leur capacité. Par contre, oui, c'est un échec de la communauté internationale, paralysée par les conflits d'intérêts économique et politique ou par la lutte pour le partage des zones d'influence.

A.H. : *La première photo de votre ouvrage a été prise à Damas, en Syrie, en 1974. L'une des dernières revient sur les conséquences du génocide des Tutsis au Rwanda en 1994. À vingt ans de distance, ces photos renvoient, même symboliquement, à deux des plus terribles échecs de la communauté internationale et humanitaire : tout comme l'humanitaire, le journalisme serait-il avant tout la chronique de nos échecs ?*



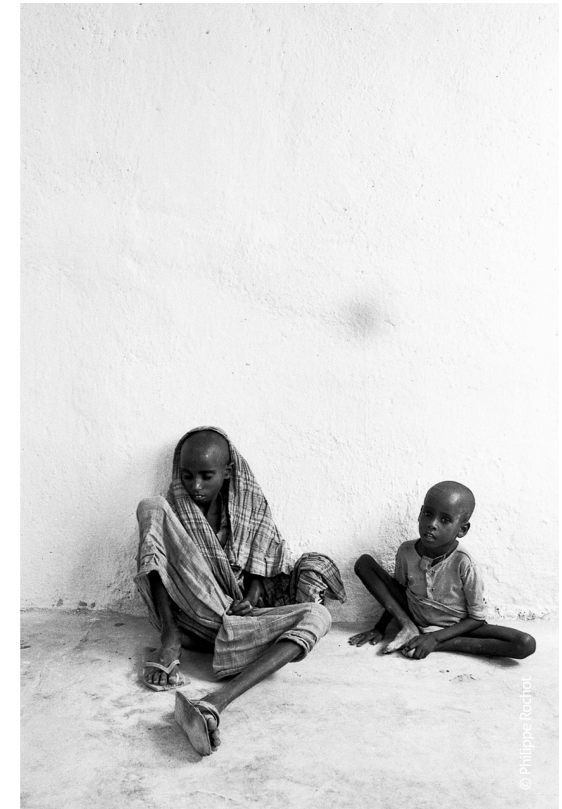
Bassora, 1983. La guerre entre l'Irak et l'Iran a fait plus de 800 000 morts en huit ans et pour la première fois l'armée irakienne a utilisé des gaz de combat contre les pasdarans (soldats iraniens).



Somalie, 1979. La guerre d'Ogaden marque le début de l'effondrement de la Somalie qui ne s'en est jamais relevée.

P.R. : Oui, la Somalie par exemple. J'aimais beaucoup ce pays ; j'avais couvert la guerre d'Ogaden en 1979 et c'est à partir de là que tout s'est effondré. J'y suis retourné à plusieurs reprises notamment en 1992 pour l'opération « Restore Hope » qui fut un échec. Mais ce fut d'abord l'échec de la communauté internationale. Si la sécurité avait pu être assurée, si les chefs de guerre n'avaient pas retourné leurs armes contre cette « invasion étrangère », les humanitaires auraient pu intervenir plus tôt et continuer leur mission.

A.H. : Parmi tous vos reportages, retenir-vous des pays ou des contextes particuliers dans lesquels la problématique humanitaire fut plus forte que dans d'autres ?



Somalie, Baidoa, 1993. L'opération lancée par les Nations unies, avec en tête les Américains, pour sauver la Somalie de la famine a été interprétée par les chefs de guerre comme une « opération impérialiste » et se soldera par un échec.



Mozambique, 1983. Le Front de libération du Mozambique s'est installé au pouvoir, mais l'Afrique du Sud continue d'entretenir des mouvements hostiles au régime qui recrute notamment des enfants. Ils sont ici protégés par les ONG.

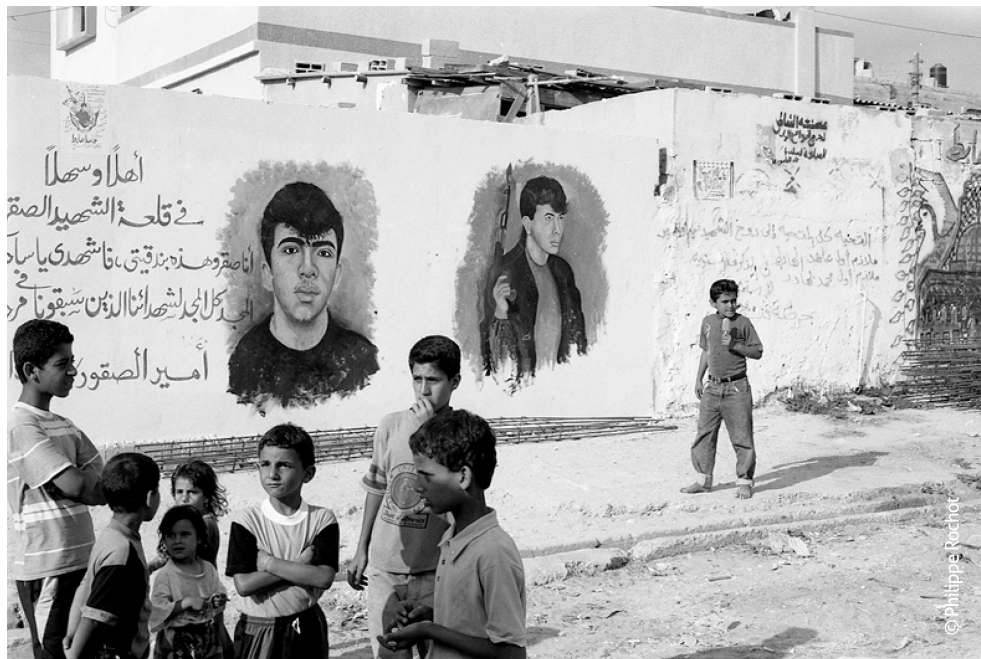
Tchad et j'ai aimé cela car ces gens se donnent à fond pour aider les autres.

A.H. : Vos quarante ans de carrière s'alignent presque parfaitement sur l'histoire des French doctors : avez-vous souvent rencontré les ONG sur le terrain ? Quels rapports entreteniez-vous avec elles ?

P.R. : Oui, j'ai très souvent rencontré les ONG sur le terrain. Je les ai même cherchées, car elles m'apportaient un angle humain, me permettaient de rencontrer des victimes, d'obtenir des témoignages. De leur côté, les ONG aimaient travailler avec les journalistes pour faire connaître leur mission et leurs difficultés. J'appréciais aussi les reportages avec le personnel de ces ONG pour expliquer leurs motivations : « Pourquoi faites-vous cela, pourquoi prenez-vous sur vos vacances pour venir dans cet enfer... ? » De même, j'ai souvent travaillé avec de petites ONG locales comme au Cambodge, en Inde ou au



Turquie, 1974. Tremblement de terre dans la région d'Anatolie orientale qui fera environ 5 000 morts. Les secours auront de grandes difficultés d'accès.



Gaza, 1994. Les attentats kamikazes perpétrés en Israël sont souvent le fait d'adolescents qui rêvent d'avoir leur portrait sur les murs de la ville, aux côtés des autres « martyrs ».

P.R. : La multiplication des médias a, je crois, semé la panique dans les ONG, dont la mission n'est tout de même pas d'assurer des voyages de presse. Des journalistes sans scrupules ont été trop exigeants avec les ONG. Certains donneurs de leçon se sont mis à critiquer l'organisation des secours. C'est devenu un marronnier : à chaque catastrophe, on veut montrer que rien n'est organisé, que les ONG se tirent la bourre, etc. D'autres ont voulu épilucher aussi le fonctionnement des ONG pour voir comment était utilisé l'argent. L'affaire de « l'Arche de Zoé » n'a rien arrangé. Tout cela a sans doute créé la méfiance entre médias et ONG et rompu ce lien d'amitié naturelle.

A.H. : Très forts durant les premières années de l'aventure « French doctors », les liens journalistes-humanitaires semblent s'être distendus, passant d'un compagnonnage des débuts à une distance relative, d'une volonté de témoignage commune à une opposition entre la logique de communication des ONG et une critique parfois plus vive des journalistes envers ces dernières. Partagez-vous ce constat et à quoi tient-il selon vous ?

Tripoli, Liban, septembre 1983. Évacuation des combattants palestiniens avec Yasser Arafat qui va établir à Tunis le quartier général de l'OLP





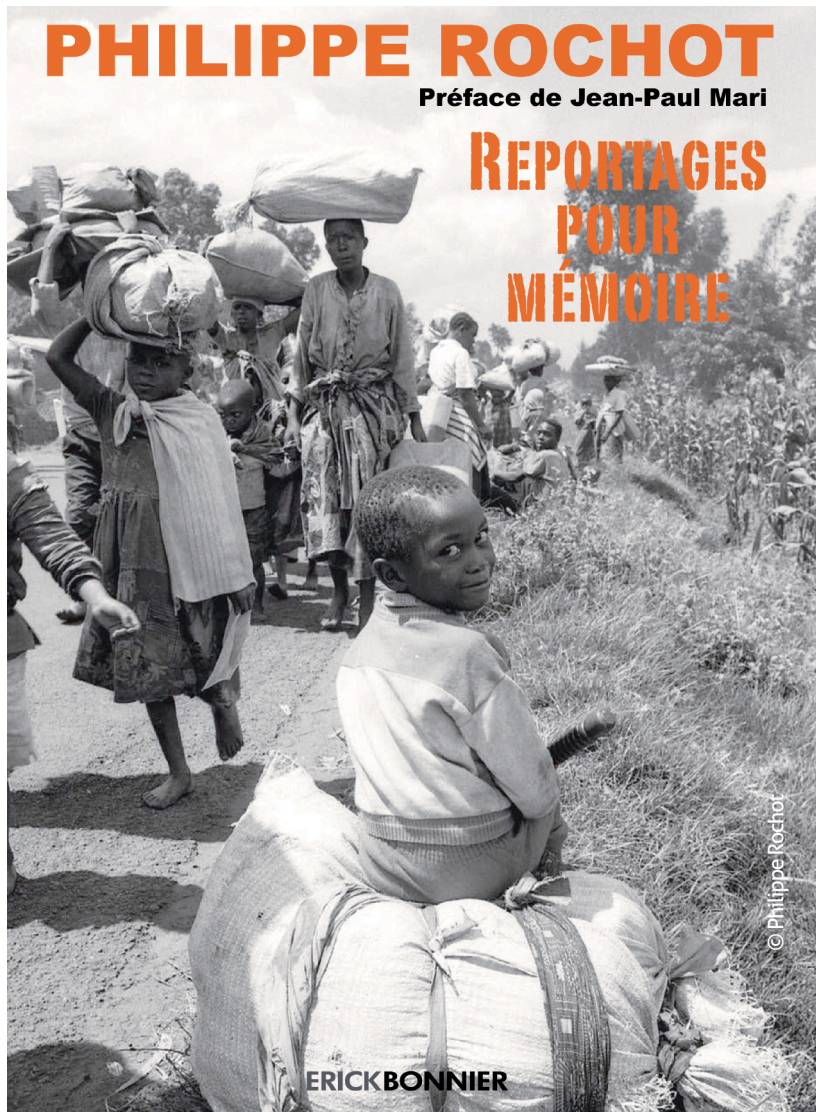
Sabra et Chatila, c'est le massacre de 1982 organisé par les extrémistes phalangistes qui a fait plusieurs centaines de morts ; mais c'est aussi, en 1985, l'attaque perpétrée par les milices chiites de Amal.

P.R. : La méfiance vis-à-vis des journalistes et des humanitaires s'est sensiblement accrue. Avec ou sans carte de presse, une suspicion très forte pèse sur nous dès que nous débarquons sur un conflit armé. Récemment, on m'a fait la réflexion : « On sait très bien qu'il y a de fausses cartes de presse qui circulent. » Ma carte de presse ne m'a pas été utile lors de mon enlèvement au Liban. Au contraire. Dans les mouvements terroristes, ces gens considèrent le journaliste comme un ennemi, surtout s'il est Français. Ils savent aussi qu'en capturant un journaliste, on donnera plus d'écho à la sombre cause qu'ils défendent. Cela dit, j'ai toujours refusé de cacher ma qualité de journaliste parce que j'en suis fier. Notre pays étant engagé dans plusieurs conflits à travers le monde, notre nationalité n'est pas non plus un bon laissez-passer. Avec un passeport français, nous sommes considérés comme des ennemis et des cibles potentielles. Le sentiment « complotiste » s'est également aggravé, pas seulement chez des combattants en lutte contre des régimes en place, mais aussi dans la société française. Et là, c'est plus grave.

A.H. : En conclusion de votre livre, vous évoquez le changement de statut des journalistes, le fait qu'aujourd'hui ils ne soient plus protégés par leur passeport et leur carte de presse et que beaucoup – États, groupes armés – les voient comme des ennemis, des cibles ou des monnaies d'échange. Vous l'avez d'ailleurs éprouvé douloureusement vous-mêmes en étant otage au Liban. C'est troublant car on pourrait faire exactement le même constat pour les humanitaires qui ont en quelque sorte perdu leur « immunité ». À quoi attribuez-vous cette hostilité envers ces deux professions ?



Beyrouth, 1985. Les bombardements de la milice chiite Amal contre ces camps de Sabra et Chatila, pratiquement désarmés, feront plusieurs centaines de morts.



Les photographies présentées ici sont extraites du dernier livre de Philippe Rochot, *Reportages pour mémoire*, préface de Jean-Paul Mari, Éditions Erick Bonnier, Coll. Encre d'Orient, 2015.

Biographie • Philippe Rochot

Il a couvert pour la radio (France Inter) et la télévision (Antenne 2, puis France 2) une grande partie des événements majeurs de ces quatre dernières décennies. Il a été successivement correspondant pour la radio et la télévision française, à Rome (1972-1973) au Moyen-Orient (Beyrouth 1973-1977), en Allemagne (Bonn et Berlin 1987-1992), ainsi qu'en Asie, basé à Pékin, de 2000 à 2006. Philippe Rochot est lauréat du prix Albert Londres pour l'ensemble de ses reportages sur la guerre du Liban.

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : Philippe Rochot, « Apporter la preuve par l'image, montrer les choses », Alternatives Humanitaires, n° 2, mai 2016, p. 156-173,

<http://alternatives-humanitaires.org/fr/2016/05/12/%E2%80%AFapporter-la-preuve-par-limage-montrer-les-choses%E2%80%AF/>